

France

La première ministre a remis sa démission à Macron, qui l'a refusée



Page 3

Législatives:

La Nupes déposera une motion de censure contre le gouvernement le 5 juillet à l'Assemblée



Page 4

Chine

Pluies record dans le Sud, plus de 220 000 évacués



Page 3

États-Unis

Pas de répit face à la chaleur qui se dirige vers l'est



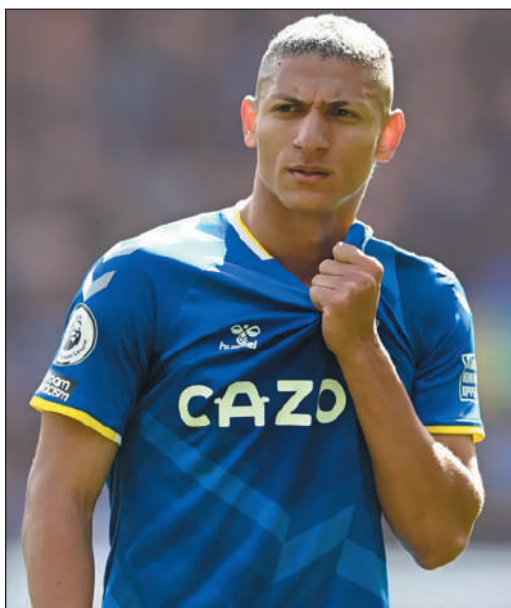
Page 4

La famille de Julian Assange demande à l'Allemagne d'intervenir



Page 6

Foot/News



Tottenham devra payer 50 millions de livres sterling pour la star d'Everton Richarlison

Page 8

Raphinha devrait finalement rejoindre Arsenal !



Page 8

A la télé aujourd'hui



07.00 Local: Profil
07.30 Local: Priorite Sante
08.09 Rodrig: Sa Lavi-La
09.00 Mag: Happiness Is On The...
10.05 Local: Morisien Konn Ou...
11.00 Mag: Top 100 Famous Actre...
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Tanto Amor
13.15 Local Pro: Les Klips

14.05 Local: Priorite Sante
14.35 D.Anime: Gon
15.20 D.Anime: The Hive
15.35 D.Anime: Booba
17.10 Serial: Backstage
17.35 The World Is Yours
18.00 Live: Samachar
18.30 Jijaji Chhat Par Hain
18.55 MBC Production
19.30 Journal & La Meteo
20.30 MBC Production
22.20 Film: Grace And Goliath
Star: AnekeTommy, Bowe Maria



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
12.00 Film: Pyaar Diwana Starring Kishore Kumar, Mumtaz
15.00 Live: Samachar
15.23 Saare Tujhyachsathi
15.49 Bommarillu
16.07 Sondha Bandham
16.25 Serial: Pyar Ke Sadqay

16.49 Bhaag Na Bachhe Koi
17.10 Kullfi Kumarr Bajewala
17.31 Serial: Kulvadh
18.00 Serial: The Demi-Gods...
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.06 Programme In Marathi
21.00 Film: Tujhya Vin Mar Javaan
Star: Prarthana Behere, Meera Joshi, Jassi Kapoor



06.00 Mag: Rev: Global Auto...
06.41 Mag: Red Carpet
07.02 Mag: Check In
08.46 Doc: Castles
09.57 Mag: Euromaxx
15.52 Mag: Close Up
17.08 Local: Yoga
18.00 Mag: Motorweek
18.30 Mag: Vous Et Nous
19.00 Student Support

Prog...
19.35 Mag: The Inside Story
20.30 Local: News (English)
20.45 Doc: Castles
21.29 Les Montagnes Du Monde
22.37 Mag: Focus On Europe
23.46 Mag: Motorweek
00.12 Mag: Vous Et Nous
00.39 Doc: Persons
00.42 Mag: Arts.21
01.08 Mag: The Inside Story
01.34 Doc: Skuld
02.00 Doc: Castles



01.25 Film: Popstar
03.39 Film: The Girl In The Bathtub
05.08 Tele: Marimar
05.44 Serial: Chicago PD
06.37 Film: They Came To cordura
09.00 L'Agence Tous...
09.45 La Femme De Lorenzo
10.35 Tele: Fierce Angel
11.01 New Amsterdam
12.00 Film: The Girl In The

Bathtub
13.30 Tele: Marimar
14.45 Film: They Came To Cordura
16.49 L'Agence Tous...
17.31 Serial: Chicago PD
18.09 La Femme De Lorenzo
19.00 Tele: Fierce Angel
19.37 Serial: Creeped Out
20.05 Tele: Missing Bride
20.30 Serial: For Life
21.15 Film: Les Douze Coups De...
22.52 Tele: Marimar
23.39 L'Agence Tous...



07.00 Film: Street Dancer 3D
11.29 / 20.06 -Radha Krishna
12.00 / 20.26 - Anupamaa
12.31 / 20.02 - Mere Sai
13.08 / 20.46 - Agniphera
13.32 / 21.09 - Yeh Teri Galiyan
14.00 / 21.50 - Patiala Babes
14.32 / 22.15 - Main Maike Chali Jaungi Tum Dekhte

Rahiyo
14.47 / 21.46 - Yeh Hai Mohabbatein
15.25 Film: London Dream Starring Salman Khan, Ajay Devgn, Om Puri
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Serial: Bhakharwadi
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
20.59 Anupamaa

Chine

Pluies record dans le Sud, plus de 220 000 évacués

Des pluies torrentielles record en Chine ont provoqué inondations et glissements de terrain dans le sud du pays, ainsi que l'évacuation préventive de centaines de milliers d'habitants, ont rapporté mardi les médias officiels.

Les fortes précipitations sont fréquentes à la fin du printemps et au début de l'été, principalement dans le centre et le sud du pays, des régions où sont par ailleurs implantées de nombreuses usines.

Ces derniers jours, des pluies diluviennes frappent la dynamique province du Guangdong (sud) et menacent la logistique, au moment où les chaînes d'approvisionnement sont déjà sous tension à cause des restrictions anti-Covid.

La ville de Shaoguan, située à environ 200 km au nord de la capitale provinciale Canton, a émis mardi une alerte rouge aux inondations, soit le niveau le plus élevé des services de la météorologie chinoise.

Des écoles ont été transformées en abris temporaires et des centaines de tentes ont été dressées sur un terrain de sport, selon des images publiées par les médias.

La région voisine du Guangxi (sud) est frappée pour sa part par les pires précipitations depuis 2005, selon les médias locaux. Des habitants ont été évacués sur des canots pneumatiques et des eaux boueuses ont inondé des zones résidentielles.

D'après les services météo-



logiques locaux, 28 rivières de la région ont dépassé les niveaux d'alerte.

Dans le Fujian (est), province située en face de l'île de Taïwan, plus de 220.000 personnes ont préventivement quitté leur domicile depuis le début du mois, selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Les précipitations dans le Guangdong, le Fujian et le Guangxi ont atteint en moyenne entre début mai et la mi-juin 621 millimètres, soit le

niveau le plus élevé depuis 1961, d'après la météo nationale.

En 2021, la Chine avait connu de graves inondations, avec de très fortes précipitations dans le centre du pays qui avaient tué plus de 300 personnes.

La plupart sont mortes dans des inondations et des coulées de boue dans la grande ville de Zhengzhou, la plus touchée, où de nombreux automobilistes avaient été piégés par la montée soudaine des eaux dans des tunnels routiers.

Excès de bagages

L'aéroport d'Heathrow en plein chaos de bagages

De nombreux vols sont annulés aujourd'hui dans l'aéroport d'Heathrow. Pour cause : une gestion de bagages qui est devenue incontrôlable.

Deuxième aéroport le plus fréquenté dans le monde en 2019, Heathrow se veut une pierre angulaire du trafic international en Angleterre. Depuis ce lundi matin pourtant, l'aéroport est plongé dans le chaos, contraignant la direction de l'aéroport à annuler 10% des vols de la journée.

Un dysfonctionnement dans la gestion des bagages

C'est la gestion logistique des bagages qui est devenue incontrôlable. Selon des estimations, elle impactera 15 000 voyageurs répartis sur 90 vols. Ils devront alors attendre parfois plus de quatre heures pour retrouver leurs affaires personnelles. D'autres se sont envolés à bord de leurs correspondances sans leurs valises : un délai d'une semaine avant la récupération est annoncé.

L'aéroport était déjà confronté vendredi 17 juin à des dysfonctionnements dans la gestion des bagages. Des photos montraient la formation d'impressionnants amas de bagages qui n'avaient pas été redistribué à leurs propriétaires.

Pagaille et annulations de vols : résultats d'un problème plus profond

Ce phénomène qui se répète est la conséquence d'une pénurie de personnel touchant les hubs aériens. Elle



résulte d'une forte hausse du chômage, pendant la pandémie de covid-19, dans un secteur de l'aviation immobilisé. L'aéroport d'Heathrow peine aujourd'hui à recruter suffisamment d'employés pour assurer son bon fonctionnement, notamment dans la logistique des bagages. Une situation difficile à supporter en période estivale, là où l'afflux de voyageurs est le plus important.

Mais ce n'est pas un problème uniquement britannique. À l'instar d'Heathrow, les aéroports français font également face à cette pénurie. Xavier Gondaud, directeur de Sécurité Aviation France, expliquait vendredi 17 juin sur le plateau de TF1 qu'il y avait « 200 à 250 employés manquants dans les aéroports ».

En perspective : réduction de vols et remboursements compliqués

Face aux annulations de vols, la compagnie aérienne Easy Jet décide de réduire les vols en provenance, transitant ou arrivant à Heathrow cet été. Elle annonce également redistribuer son trafic vers l'aéroport de Gatwick pour pallier le manque de main d'œuvre.

Quant aux remboursements, les voyageurs sont en droit de demander une compensation lorsque le vol est annulé à cause d'une situation exceptionnelle (comme ici) ou lorsqu'un retard excède 3h. Pour plus d'information, rendez-vous à la page explicative de l'aéroport d'Heathrow. Voyager pendant la période estivale nécessitera de s'armer de patience.

Maurice accueille un atelier régional sur les maladies infectieuses sensibles au climat

Un atelier régional portant sur les maladies infectieuses sensibles au climat et basé sur le thème "Risques vectoriels, changement climatique et santé", a débuté, au Pearle Beach Resort & Spa à Flic-en-Flac. Des experts locaux et régionaux dans les domaines de l'entomologie et de l'épidémiologie des vecteurs de maladies à transmission, de l'environnement et de la météorologie participent à l'atelier.

L'ambassadeur de l'UE à Maurice, M. Vincent Degert, était présent à cette occasion.

Cette activité est organisée par la Cellule de veille sanitaire du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI), qui coordonne le réseau régional « SEGA – One Health » soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE).

L'atelier régional de quatre jours vise à améliorer les connaissances dans le domaine des maladies et syndromes infectieux sensibles au climat ainsi qu'à faire un premier bilan et à améliorer les indicateurs de suivi qui ont été définis l'année dernière. En outre, l'atelier vise à renforcer une surveillance épidémiologique efficace.

Dans son allocution, l'ambassadeur de



l'UE a déclaré que le changement climatique crée à la fois une crise environnementale et une crise sanitaire. M. Vincent Degert a souligné que les questions de santé restaient au cœur de l'agenda de l'UE et a souligné que l'UE collaborait avec tous les États membres pour fournir une assistance aux États vulnérables de la région de l'océan Indien afin de les préparer à faire face à ces problèmes.

Il a déclaré qu'il est crucial et urgent d'in-

tervenir avec les mesures nécessaires sur tous les fronts, à travers des actions bilatérales et régionales.

Par ailleurs, M. Vincent Degert s'est félicité de la réalisation de l'initiative qui, a-t-il souligné, atteindra sans aucun doute les objectifs fixés grâce à son approche intégrée.

Quant au secrétaire général du CIO, M. Vélayoudom Marimoutou, il a évoqué les conséquences du changement climatique

sur l'évolution et la propagation des maladies à transmission vectorielle. Il a souligné l'importance d'élaborer des stratégies d'adaptation pour faire face aux menaces sanitaires transmises par des vecteurs telles que le chikungunya et la dengue, entre autres.

Il a rappelé que la région de l'océan Indien est la troisième la plus touchée par les impacts du changement climatique, et a observé que l'atelier cherche à générer une approche globale pour une surveillance et un suivi épidémiologiques renforcés face aux nouveaux défis.

Par ailleurs, la directrice adjointe de l'AFD pour Maurice et les Seychelles, Mme Sadna Ammeearally-Nistar, a déclaré que l'atelier est une occasion d'échanger des points de vue et des connaissances sur la surveillance épidémiologique. Elle a souligné que les suggestions des experts participant à l'atelier seront bénéfiques à la fois pour le contexte local et régional.

Elle a réitéré l'intention de l'AFD d'aider à améliorer la surveillance épidémiologique, la capacité de diagnostic et à renforcer la résilience face aux maladies à transmission vectorielle.

France:

La première ministre a remis sa démission à Macron, qui l'a refusée

La première ministre Elisabeth Borne a remis mardi sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a refusée, alors que le président français se trouve depuis dimanche dans une impasse, les législatives ayant privé son camp de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Mme Borne demeurera au pouvoir «afin que le gouvernement puisse demeurer à la tâche et agir en ces jours», a annoncé la présidence mardi.

La première ministre va réunir l'ensemble du gouvernement en début d'après-midi, a annoncé son entourage à l'AFP. Les trois ministres battues dans les urnes, appelées de ce fait à démissionner, seront présentes.

Il est de tradition après les élections législatives que le chef du gouvernement propose sa démission. Cette démarche revient à une nouvelle légitimation du premier ministre, aussitôt renommé à son poste par le président.

Mardi, Emmanuel Macron a choisi à l'inverse de refuser cette démission rituelle, alors que se profile pour lui un tunnel d'obligations internationales (Conseil européen, G7, sommet de l'OTAN) à partir de jeudi.

Il va, avant cela, mener «les consultations politiques nécessaires (...) afin d'identifier les solutions constructives envisageables au service des Français», a précisé son service de communication.

Le président français, qui a été réélu en avril pour un second mandat de cinq ans, doit recevoir mardi et mercredi les chefs des partis de l'opposition.

Il recevra ce jour six d'entre eux, notamment le représentant des Républicains (LR, droite), du Parti socialiste (PS) et du Rassemblement national (RN, extrême droite).

Et ce alors que les patrons du PS Olivier Faure et du Parti communiste Fabien Roussel ont indiqué qu'ils n'excluaient pas de faire tomber à terme le gouvernement d'Elisabeth Borne.

La France insoumise (LFI), parti leader de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), la coalition des partis de gauche rassemblée derrière Jean-Luc Mélenchon qui s'est classée deuxième aux



législatives, compte déposer une motion de censure contre le gouvernement le 5 juillet.

Si la majorité des députés la votait, ce qui nécessiterait un improbable accord entre la gauche, la droite et l'extrême droite, le gouvernement tomberait.

«Valeurs républicaines»

La France entre dans une période de grande instabilité politique du fait de l'absence de majorité absolue pour les troupes d'Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale.

La coalition centriste libérale, qui s'est appuyée pendant le premier mandat de cinq ans de M. Macron sur une confortable majorité absolue (fixée à 289 députés), ne conserve que 245 sièges sur 577 à l'issue du scrutin.

Le reste de l'hémicycle se répartit principalement entre la Nupes (au moins 150 sièges, selon un décompte de l'AFP), l'extrême droite (89) et surtout la droite classique (61), qui semble se retrouver en position d'arbitre et à qui le camp présidentiel a

immédiatement tendu la main.

Mais avant sa rencontre avec M. Macron, le président de LR Christian Jacob a rejeté mardi toute idée de pacte de gouvernement, assurant que son parti ne serait pas la «roue de secours» de la majorité.

«Nous restons dans l'opposition de matière déterminée mais responsable», a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de LR Aurélien Pradié avait néanmoins indiqué lundi qu'il n'était «pas question» pour lui de voter la motion de censure de LFI, faute de «valeurs républicaines» et d'un «projet» partagés «pour l'avenir de notre pays».

La coalition présidentielle, dont le projet de retraite à 65 ans est rejeté tant à gauche qu'à l'extrême droite, doit conclure soit un accord de gouvernement avec d'autres partis, un scénario classique en Allemagne mais inusité en France, soit négocier ponctuellement sur chaque texte de loi.

Cette configuration replace le Parlement au centre du jeu politique, une première depuis 1958 et la Ve République.

Après un premier quinquennat marqué par des épisodes clivants, comme le mouvement populaire des «gilets jaunes» en 2018-2019, et dans un contexte international tendu qui pèse sur la pouvoir d'achat, M. Macron --souvent qualifié de «président des riches»-- ne bénéficie pas d'une cote de popularité très élevée (56% des Français ne pensaient pas qu'il était un bon chef de l'État, selon un sondage Odoxa du 31 mai).



Après les élections françaises

Mélenchon propose que la Nupes forme un seul et même groupe à l'Assemblée

Jean-Luc Mélenchon a "proposé" lundi que la Nouvelle union populaire, écologique et sociale constitue un seul et même groupe à l'Assemblée nationale. Selon ce dernier, cela permettrait à la Nupes d'affirmer son statut en tant que première opposition à Emmanuel Macron, notamment face à la percée historique du RN aux élections législatives.

« La Nouvelle union populaire écologique et sociale devrait se constituer comme un seul groupe » à l'Assemblée nationale, a "proposé" lundi Jean-Luc Mélenchon, inquiet que l'obtention de 89 députés par le RN remette en cause son "statut" de première opposition à Emmanuel Macron. "Dès lors qu'il y a un seul groupe, sans aucune discussion possible l'opposition s'appellerait Nupes", a-t-il estimé devant le siège de La France insoumise à Paris. Il a justifié cette proposition : "Personne n'avait vu arriver cette situation". Il ne souhaite pas, a-t-il ajouté, "donner le sentiment que nous amplifions la confusion" "par notre propre éparpillement".



Des discussions qui ne font que débiter

"Naturellement, je m'en remettrai à ce que décideront les groupes", a-t-il déclaré, plaidant : "Je crois que nous devons être et rester une alternative unie". Interrogé sur les discussions sur ce point avec le PS, EELV et le PCF, Jean-Luc Mélenchon a répondu : "ça commence là tout de suite. Quelques-uns ont évoqué le sujet devant moi, mais je ne veux pas les mettre dans l'embarras". Il a ensuite cité comme interlocuteurs, dès dimanche soir, le premier secrétaire du PS Olivier Faure et le chef d'EELV Julien Bayou.

En attendant, Valérie Rabault, cheffe de file des socialistes à l'Assemblée nationale lors de la précédente législature, s'est d'ores et déjà opposée à la proposition. "La gauche est plurielle, elle est représentée dans sa diversité à l'Assemblée Nationale. C'est une force au service du peuple français. Vouloir supprimer cette diversité est une erreur et je m'y oppose", a-t-elle tweeté aussitôt après la déclaration de Jean-Luc Mélenchon.

"C'est une proposition, pas une injonction. Ça n'empêche pas chaque partie d'avoir une délégation, comme au Parlement européen, qui s'auto-organise", a voulu rassurer Jean-Luc Mélenchon. "Dussions-nous perdre quelques moyens matériels, j'estime que c'est dérisoire par rapport à l'enjeu politique qui se dessine devant nous", a-t-il dit en référence aux financements des partis.

Législatives: La Nupes déposera une motion de censure contre le gouvernement le 5 juillet à l'Assemblée

La gauche comme principale force d'opposition veut renverser le gouvernement.

Après les résultats du second tour des législatives dimanche soir, l'Assemblée nationale n'est pas unie. En conséquence, le député LFI Éric Coquerel a estimé dimanche qu'Élisabeth Borne ne pouvait plus "continuer à être Première ministre", faute de "majorité".

Il assure que l'opposition déposera "une motion de censure" contre son gouvernement le 5 juillet, lors de son discours de politique générale devant les députés. Pour rappel, la motion de censure est le principal levier des députés pour renverser le gouvernement.

"Mme Borne est-elle illégitime ?", a-t-il été interrogé sur Franceinfo. "Ça me semble évident. C'est la cheffe de majorité, elle n'a pas de majorité. Comment voulez-vous continuer à être Première ministre ?", a-t-il dit. Interrogé sur le dépôt éventuel d'une motion de censure, M. Coquerel a répondu "bien sûr, bien évidemment".

"Je ne vois pas sur quelle majorité (Emmanuel) Macron va s'appuyer pour ses projets de casse sociale, parce qu'il n'a même pas de majorité relative, donc je pense qu'il se prépare



un quinquennat compliqué", a-t-il continué.

LR ne votera pas la motion de censure

Le secrétaire général de LR Aurélien Pradié, réélu député dimanche dans le Lot, a annoncé lundi qu'il ne voterait pas la motion de censure que LFI veut déposer pour faire tomber le gouvernement d'Élisabeth Borne après l'échec de la majorité aux

législatives.

"Il n'est pas question, pour ma part, que je vote un projet de gouvernement commun avec La France insoumise [...]. Je ne me sens pas les mêmes valeurs républicaines et je ne me sens pas le même projet pour l'avenir de notre pays", a expliqué sur Franceinfo le numéro trois de LR.

Le RN n'a pas pris position.

États-Unis

Pas de répit face à la chaleur qui se dirige vers l'est

Après avoir plombé le centre des États-Unis, une vague de chaleur se dirigeait lundi vers l'est, selon les services météorologiques, faisant craindre des températures potentiellement dangereuses pour les plus fragiles et des intempéries dévastatrices.

Le «dôme de chaleur» a entraîné des records de chaleur précoces dans plusieurs villes de l'Ouest et du centre la semaine dernière. Dans les régions du Nord-Ouest, la chaleur est entrée en collision avec des masses d'air frais, provoquant de violents orages et des inondations.

«Une chaleur dangereuse va continuer à faire la une, du centre des États-Unis au Sud-Est», a indiqué le National Weather Service (NWS).

«Le centre de la vague de chaleur va se diriger vers l'est mardi, vers la région des Grands Lacs», a expliqué le NWS, avec des températures dépassant parfois les 35°C, «soit 5 à 12 degrés de plus que les normales de saison». Chicago, troisième métropole du pays, devrait connaître 37°C mardi.

Les nuits n'apporteront pas de réconfort avec un mercure à plus de 20°C, selon les prévisionnistes.

La chaleur descendra vers le sud-est mercredi, avec jusqu'à 43°C sur les côtes du golfe du Mexique, couplée avec un fort taux d'humidité.

Le nord-est du pays devrait rester épargné par ces conditions météo qui ont entraîné des pluies torrentielles dans le Nord-Ouest et dans le centre du pays.

Le parc national de Yellowstone, qui avait fermé ses portes la semaine dernière en raison d'inondations exceptionnelles, a annoncé qu'il rouvrirait une partie de ses entrées mercredi, mais pour un public limité.

Incendie dans le Nord-Est

Le vaste parc de près de 9000



km2, à cheval sur les États du Wyoming, du Montana et de l'Idaho, va filtrer les entrées en organisant un système pair-impair selon les plaques minéralogiques des véhicules et le jour de la semaine.

Ce système temporaire «va assurer que les visiteurs puissent entrer dans le parc pendant cette période de forte demande», ont expliqué les responsables de Yellowstone sur Facebook, précisant qu'il serait réexaminé «dans trois ou quatre semaines».

Le parc avait été évacué en raison d'inondations provoquées par une rivière en crue et des pluies torrentielles, qui ont entraîné des effondrements et des coulées de boue, coupant de multiples portions de route.

En Arizona, où sévit une sécheresse chronique, un incendie menace l'Observatoire national de Kitt Peak et ses télescopes.

Le «Contreras Fire», qui s'est

déclaré le 11 juin au sud de Tucson, a déjà détruit plus de 8000 hectares et quatre bâtiments du centre, mais toutes les structures scientifiques de l'observatoire sont «encore debout», selon ses responsables.

«C'est l'incendie le plus menaçant pour le mont Kitt depuis au moins 25 ans», a expliqué sur ABC Buell Jannuzi, le chef du département astronomie à l'Université d'Arizona, l'une des institutions à utiliser les télescopes.

Si les incendies sont habituels dans l'Ouest américain, ils sont plus rares dans le nord-est, où un feu faisait rage lundi dans la forêt d'État de Wharton, dans le New Jersey.

Selon les pompiers de l'État, les flammes ont détruit près de 3000 hectares depuis dimanche et le brasier était contenu à 45 %.

Il a détruit 18 bâtiments, mais n'a fait aucune victime.

Guerre en Ukraine

Le président Zelensky s'adresse à l'Union africaine

L'Afrique est "otage" de l'invasion russe en Ukraine, à l'origine de fortes tensions sur le marché des céréales destinées à l'exportation vers le continent. Les mots sont du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il s'adressait ce lundi à l'Union africaine pour la première fois depuis le début de la guerre en février.

«L'Afrique est l'otage de ceux qui ont commencé la guerre contre notre Etat», a lancé M. Zelensky dans un discours en visioconférence adressé aux membres de l'Union africaine (UA). Le niveau "injuste" des prix alimentaires "provoqué par la guerre russe (...) se fait douloureusement sentir sur tous les continents", a déploré le président ukrainien.

Il a indiqué que des "négociations difficiles" étaient actuellement en cours pour débloquent les ports ukrainiens, où des millions de tonnes de céréales ne peuvent actuellement être exportées vers l'Afrique



en raison du blocus de la flotte russe en mer Noire. "Il n'y a pas encore de progrès", a-t-il admis, estimant que "la crise alimentaire dans le monde durera tant que cette guerre coloniale continuera".

Les Russes "ont besoin de cette crise", a-t-il fustigé. "Ils l'aggravent de façon délibérée".

"Aucun véritable outil n'a encore été trouvé pour s'assurer que la Russie n'attaque pas (les ports) à nouveau", a déploré Volodymyr Zelensky pour qui "se débarrasser de la menace de la famine" est "notre mission numéro un".

L'Ukraine, avec ses partenaires, "essaye de construire une nouvelle logis-

tique d'approvisionnement" des céréales vers les pays africains et d'autres continents, a-t-il détaillé, "les organisations internationales n'étant pas en mesure d'influencer" la Russie, selon lui, "pour rétablir la sécurité (alimentaire) internationale".

Intensifier le dialogue

Volodymyr Zelensky a dit par ailleurs vouloir "intensifier" le dialogue avec les Etats membres de l'Union africaine, en nommant prochainement un "représentant spécial de l'Ukraine pour l'Afrique".

Il a aussi proposé de préparer une "grande conférence politique et économique Ukraine - Afrique".

Le président sénégalais Macky Sall, qui assure aussi actuellement la présidence de l'UA, a salué sur Twitter "l'adresse conviviale" de Zelensky lundi, réaffirmant que "l'Afrique rest(ait) attachée au respect des règles du droit international, à la résolution pacifique des conflits et à la liberté du commerce".

Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'organisation panafricaine, a lui aussi indiqué que l'UA avait "réitéré (sa) position sur la nécessité urgente d'un dialogue" pour "mettre fin au conflit afin de permettre le retour de la paix dans la région et de rétablir la stabilité mondiale".

Boudé par l'Occident, le pétrole russe inonde la Chine

La Chine a nettement accru ses importations de pétrole russe en mai, selon des chiffres officiels publiés lundi, aidant ainsi Moscou à contrebalancer la désaffection de ses clients occidentaux sur fond de guerre en Ukraine.

La hausse est si importante que la Russie est devenue le mois dernier le premier fournisseur du géant asiatique, devant l'Arabie saoudite.

Les Occidentaux ont adopté depuis la fin février des sanctions sans précédent contre la Russie en représailles à son invasion de l'Ukraine. Ils ont notamment réduit leurs importations d'hydrocarbures russes.

Face au boycott des produits russes à l'étranger et à la multitude de départs de firmes étrangères de Russie, Moscou ne peut compter que sur la puissance chinoise pour échapper à un isolement économique total.

À plusieurs reprises, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont mis en garde Pékin contre tout soutien au régime du président russe Vladimir Poutine qui permettrait d'atténuer l'impact des sanctions.

En mai, les importations de pétrole russe par la Chine ont toutefois augmenté de 55% sur un an, selon les chiffres publiés lundi par les Douanes chinoises.

Le mois dernier, le géant asiatique a acheté à la Russie quelque 8,42 millions de tonnes de pétrole.

Il s'agit d'une quantité bien supérieure aux livraisons de Russie reçues un an plus tôt (5,44 millions de tonnes).

Fait notable, les importations de pétrole russe le mois dernier étaient supérieures à celles en provenance d'Arabie saoudite, habituellement premier fournisseur de la Chine (7,82 millions).

Pékin à la rescousse

Quant aux achats de gaz naturel liquéfié (GNL), ils ont progressé le mois dernier de 54% sur un an à 397 000 tonnes, selon les Douanes.

La démarche de Pékin contraste avec l'attitude des Occidentaux, qui tentent de réduire leur dépendance aux hydrocarbures russes depuis la guerre en Ukraine.



Selon un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié la semaine dernière, les exportations de pétrole russe vers l'Occident ont ainsi nettement baissé depuis le début de la guerre en Ukraine.

C'est notamment le cas vers l'UE (3,9 millions de barils/jour au total en février contre 3,4 en mai) et vers la destination «États-Unis/Royaume-Uni» (0,9 million contre 0,1 million).

Cette chute s'est poursuivie le mois dernier, selon l'AIE, mais a été «compensée par une augmentation des envois vers la Chine» et aussi vers l'Inde - autre pays d'Asie qui n'a pas condamné l'invasion russe avec un bond de 0,1 en février à 0,9 million de barils par jour en mai.

Pékin est le principal partenaire économique de Moscou.

Tous produits confondus, les importations totales chinoises en provenance de Russie ont augmenté en mai de 80% sur un

an, pour atteindre quelque 10,3 milliards de dollars (13,4 milliards \$ CAN), selon les Douanes.

Mercredi, le président chinois Xi Jinping avait réaffirmé la proximité de son pays avec la Russie, lors d'un échange téléphonique avec son homologue Vladimir Poutine.

«Vieil ami»

Les deux dirigeants ont notamment convenu d'élargir la coopération dans le domaine énergétique, selon un communiqué du Kremlin.

La Chine, qui partage plus de 4 000 km de frontière avec la Russie, a vu bondir ces dernières décennies ses besoins énergétiques en phase avec sa croissance économique.

L'an dernier, le voisin russe a fourni notamment au géant asiatique 16% de son pétrole, selon la banque ANZ.

Le président chinois n'a jamais caché sa proximité avec Vladimir Poutine, qualifié de

«vieil ami».

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi en 2012, les deux hommes se sont rencontrés à plus de trente reprises.

La dernière rencontre en date remonte au mois de février à Pékin, trois semaines avant le début de la guerre en Ukraine.

Les deux hommes avaient alors proclamé «l'amitié sans limites» entre la Chine et la Russie et signé une multitude d'accords, notamment dans le domaine du gaz.

La Chine se refuse depuis l'intervention du 24 février à employer le mot «invasion» pour décrire l'opération militaire lancée par Moscou, et rejette la faute sur les États-Unis et l'OTAN.

Proche du Kremlin, avec qui il veut faire front commun contre les États-Unis, le pouvoir chinois s'est abstenu de condamner l'invasion russe.

La famille de Julian Assange demande à l'Allemagne d'intervenir

Le père et le frère de Julian Assange ont demandé lundi au gouvernement allemand d'intervenir auprès du président américain Joe Biden en faveur de l'abandon des poursuites visant le fondateur de WikiLeaks.

«Le gouvernement allemand doit faire part au président Biden de ses préoccupations concernant cette affaire et demander que les poursuites soient abandonnées», a déclaré Gabriel Shipton, le frère de M. Assange, lors d'une conférence de presse à Berlin.

Le gouvernement britannique a annoncé vendredi avoir signé le décret d'extradition vers les États-Unis de M. Assange, qui va faire appel. L'Australien de 50 ans est poursuivi aux États-Unis, où il risque 175 ans de prison pour une fuite massive de documents confidentiels.

Sa famille et ses partisans estiment qu'il a toujours été un journaliste et un défenseur des libertés de la presse et d'expression.

Son père et son frère demandent désormais à l'Allemagne de s'appuyer sur son influence au sein de l'OTAN et de défendre la cause de leur proche lors de la région du G7 en Bavière (sud) à la fin du mois.

«J'ai toujours considéré que ne rien faire était une forme d'approbation et de la complicité», a affirmé le père de M.



Assange, John Shipton.

«Quand vous essayez de parler de liberté de la presse à la Russie tout en approuvant l'extradition d'un journaliste et éditeur pour avoir fait son travail, vous perdez vos arguments», a ajouté Gabriel Shipton.

Les deux membres de la famille de Julian Assange devaient rencontrer lundi et mardi des parlementaires allemands membres d'un groupe de soutien du fondateur de WikiLeaks.

Mais le porte-parole du gouvernement allemand a dit ne pas voir de possibilité pour l'Allemagne d'intervenir politiquement dans un processus juridique d'un autre pays.

«Le processus légal est déjà en cours, et je me méfierais un peu d'une intervention politique», a expliqué Steffen Hebestreit lors d'un point-presse, ajoutant que Berlin allait continuer à suivre la situation de près.

M. Assange est détenu depuis trois ans à la prison de haute sécurité de Belmarsh, près de Londres.

Le fondateur de WikiLeaks avait auparavant passé sept ans à l'ambassade d'Équateur dans la capitale britannique, où il s'était réfugié en 2012.

Il avait aussi fait l'objet en Suède de poursuites pour viol, depuis abandonnées.

France/Dans les prochains jours

Législatives: après l'élection des députés, quel calendrier pour l'Assemblée nationale?

Après le second tour des élections législatives, la semaines à venir s'annoncent chargées au Palais Bourbon, avec des nominations stratégiques, dont le président de l'hémicycle.

Le plus dur commence ? Au lendemain de l'éclatement du paysage politique au second tour des législatives, le paysage de l'Assemblée nationale va être bouleversé en profondeur. Majorité étriquée pour le camp présidentiel, entrée en force – et historique – de l'extrême droite, percée de la gauche unie... Le rapport de force au sein de la chambre basse du Parlement promet une mandature agitée. Pour l'heure, le calendrier des jours à venir fixe plusieurs étapes obligées, comme la constitution des groupes et l'élection de députés à des postes stratégiques. Libé fait un tour d'horizon.

Lundi et mardi

Journée découverte à l'Assemblée nationale

Certains députés les plus pressés ont déjà fait leur entrée au Palais-Bourbon ce lundi au petit matin. Remise de leur mallette de parlementaire, de l'écharpe tricolore, découverte des bureaux... Autant de formalités administratives qui feront sourire les vieux briscards du Palais Bourbon, mais auxquelles les nouveaux entrants n'échapperont pas.

Selon l'Opinion, un pot de rentrée est également prévu ce mardi, à Matignon, pour les députés de la majorité. Vu la claque de dimanche, pas certain que la champagne coule à flots. Alors que la Première ministre, Elisabeth Borne, a brièvement pris la parole dimanche soir depuis la rue de Varenne, son maintien à la tête du gouvernement est incertain. Certes élue dans la 6e circonscription du Calvados, l'ancienne ministre du Travail pourrait remettre la démission de son gouvernement dans la foulée du second tour, comme le veut la tradition. Un remaniement devrait également avoir lieu. Mais dans quel sens ? Le chef de l'Etat donnera-t-il des signes d'ouverture au vu des résultats ? Ou se contentera-t-il de remplacer les ministres battus, suivant la règle qu'il avait lui-même fixée avant le scrutin ?

Mercredi 22 juin

Les groupes élisent leur président

Les tractations vont sérieusement



débuter mercredi, avec l'élection des différents présidents des groupes. Le profil des impétrants augurera des débats à venir dans l'hémicycle. Selon le règlement de l'Assemblée, il faut quinze députés pour constituer un groupe.

Chez les Républicains, la succession de Damien Abad, rallié au macronisme et nommé ministre des Solidarités dans la foulée, devrait donner lieu à une féroce bataille. Côté RN, Marine Le Pen a indiqué ce lundi matin qu'elle ne «reprenra pas la présidence» du parti pour se consacrer pleinement à son groupe parlementaire. Pour la majorité, le poste est également à pourvoir. Battu dimanche soir dans son fief des Alpes-de-Haute-Provence, l'ancien ministre de l'Intérieur Christophe Castaner devra laisser la main. Reste à voir ce que fera l'alliance de la gauche – théoriquement – regroupée au sein de la Nupes. Au moment de sa formation, il avait été indiqué que les différents composants auraient chacune leur groupe.

Mardi 28 juin

L'élection du président de l'Assemblée

Les choses sérieuses commenceront vraiment mardi 28 juin. S'ouvrira alors officiellement la XVIe législature, lors d'une séance publique dans l'hémicycle. C'est également la date limite pour la constitution des groupes. Ce jour-là, sera surtout élu le président de l'Assemblée nationale. Qui succédera au perchoir à Richard Ferrand, l'actuel titulaire du poste défait dans le Finistère ? Une femme ? Les noms de Barbara Pompili, réélue dans la Somme, ou de Yaël Braun-Pivet, nommée aux outre-

mer dans le gouvernement Borne, circulent.

Le lendemain, le 29 juin, aura lieu l'élection des vice-présidents de l'Assemblée nationale. D'intenses tractations s'ouvriront dès lors, pour la répartition des postes stratégiques : les 22 membres du bureau de l'Assemblée ainsi que les 6 vice-présidents. L'un de ces 6 postes reviendra, comme le veut la tradition, à un député de l'opposition. Avec eux, trois questeurs seront nommés lors d'une séance publique. Prestigieuse et importante, la questure est le lieu où s'élabore le budget de l'Assemblée nationale. Le personnel et les moyens du Palais-Bourbon y sont gérés. Traditionnellement, un élu de l'opposition fait partie de ce trio stratégique. L'ancien titulaire du poste, le député LREM d'Ille-et-Vilaine Florian Bachelier, a été battu dimanche par le candidat de la Nupes Mickaël Bouloux. Sa succession est donc, elle aussi, ouverte.

Jeudi 30 juin

L'enjeu de la commission des finances

La macronie tremble, le RN et la Nupes y croient. Dans quelles mains tombera la puissante commission des Finances ? Le 30 juin, les présidents des huit commissions permanentes seront élus. Parmi eux, l'un attirera particulièrement l'attention : celui de la stratégique commission des Finances. Dévolu à un député de l'opposition, le poste attire les convoitises. L'ancien ministre des Relations avec le Parlement (actuellement à l'Agriculture) Marc Fesneau a assuré ce lundi que «constitutionnellement», sa présidence échoit au «premier groupe d'opposition». C'est en réalité le règlement de l'Assemblée qui fixe sa présidence. Celui-ci prévoit, en effet, qu'elle échoit à un groupe d'opposition, mais pas forcément au plus important. «C'est la candidature qui reçoit le plus de suffrages, les députés de la majorité ne votant pas. La Nupes est donc la mieux placée», a rétorqué la députée Nupes Clémentine Autain.

Dans la foulée, les huit commissions permanentes (affaires culturelles et éduca-

tion, affaires économiques, affaires étrangères, affaires sociales, défense nationale et forces armées, développement durable et aménagement du territoire, finances, lois) éliront également leur bureau. Le même jour, les groupes politiques décideront également du partage des sièges dans l'hémicycle ainsi que des bureaux.

Mardi 5 juillet

Déclaration de politique générale du gouvernement

C'est un exercice traditionnel de la Ve République. On se souvient du discours de la «nouvelle société» porté par Jacques Chaban-Delmas en 1969. Ou celui de Michel Rocard en 1988. Après les législatives, la tradition veut que le Premier ministre expose devant les députés les grandes lignes de la politique qu'il entend mener. A l'issue du discours, l'exécutif engage sa responsabilité devant les députés, suivant l'article 49.1 de la Constitution, selon lequel «le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale». Rien d'obligatoire cependant. Il s'agit davantage d'une tradition républicaine qu'une règle gravée dans le marbre de la Constitution. Il est toutefois prévu que si les députés désapprouvent cette déclaration, ou adopte une motion de censure, le locataire de Matignon doit remettre la démission de son gouvernement au président de la République. C'est ce qu'a d'ores et déjà annoncé le député Nupes (LFI) Eric Coquerel, au lendemain du second tour.

L'exécutif obtiendra-t-il la confiance de l'Assemblée en juillet (s'il présente sa responsabilité) ? La question est ouverte. Si c'est le cas, il engagera dans la foulée l'examen de ses premiers textes. Dès le 6 juillet, l'exécutif devrait présenter en Conseil des ministres son projet de loi sur le pouvoir d'achat. Un premier texte qui donnera sans doute le top départ des échauffourées dans l'hémicycle.

OM : Une grosse réponse tombe pour la succession de Kamara

A l'OM, on recherche toujours le successeur de Boubacar Kamara sur le marché des transferts. Cela ne devrait finalement pas être Axel Witsel, plus proche de l'Atlético de Madrid. Dernièrement, des rumeurs ont alors évoqué un possible intérêt pour Lucas Torreira, qui appartient aujourd'hui à Arsenal. Il n'en serait finalement rien...

Avec le départ de Boubacar Kamara, qui s'est engagé librement à Aston Villa, l'OM s'est mis en quête d'un nouveau milieu de terrain défensif. Une priorité pour Pablo Longoria et Jorge Sampaoli. Reste donc à trouver l'heureux élu. Cela aurait pu être Axel Witsel. Arrivant au terme de son contrat à Dortmund, le Belge semblait proche de s'engager avec l'OM. Mais au dernier moment, c'est l'Atlético de Madrid qui aurait repris l'avantage. De quoi alors pousser Longoria à se pencher sur d'autres noms pour ce rôle de 6.

Parmi les autres noms annoncés à l'OM, il y a eu celui de Lucas Torreira. Dernièrement, le joueur d'Arsenal a ainsi été envoyé dans le viseur des Phocéens. Toutefois, l'Uruguayen ne devrait pas rejoindre la Canebière si l'on en croit les informations de Fabrizio Romano. En effet, bien que Lucas Torreira devrait quitter Arsenal cet été, il n'y aurait aucune discussion avec l'OM. C'est donc ailleurs qu'il faudra regarder.



Benitez quitte officiellement Nice et rejoint le PSV

Walter Benitez vient officiellement de rejoindre le PSV Eindhoven pour une durée de trois ans. Le gardien quitte l'OGC Nice après six saisons passées au club.

Clap de fin à Nice

Après six saisons passées à l'OGC Nice, Walter Benitez s'envole désormais pour les Pays-Bas. En fin de contrat le 30 juin prochain, le PSV Eindhoven a sauté l'occasion. Un bon coup pour le club néerlandais qui s'offre le gardien gratuitement. Une belle perte pour la Ligue 1 également qui voit l'un de ses meilleurs portiers quitter son championnat. Le joueur de 29 ans s'est engagé jusqu'en juin 2025.

John de Jong, coordinateur sportif du PSV Eindhoven, s'exprime avec enthousiasme : « Walter est un gardien très expérimenté qui a fait ses preuves à un haut niveau pendant longtemps. (...) Comme nous savions que son contrat expirerait après cette saison, nous avons investi beaucoup de temps et d'énergie dans son arrivée. Lorsqu'il est apparu qu'il était ouvert à un transfert au PSV, nous avons immédiatement franchi le pas. » Benitez, de son côté, se dit satisfait de son choix.

Walter Benitez au PSV Eindhoven

« Après six saisons en France, j'étais prêt pour un changement », confie Walter Benitez. « J'avais un excellent ressenti lors des discussions avec le PSV et mon image du club s'est confirmée lorsque je suis arrivé ici ce week-end. C'est un club avec une grande histoire et le site est superbe. » Séduit par le projet proposé, le gardien n'a pas longtemps hésité avant de s'engager avec le club néerlandais.

« Les ambitions du PSV me plaisent beaucoup », poursuit Walter Benitez. « Le PSV joue pour tous les trophées et j'étais à la recherche d'un tel défi. Je veux donner le meilleur de moi-même et de l'équipe, à chaque entraînement et à chaque match. C'est ce que les gens peuvent attendre de moi. J'ai déjà reçu de nombreux messages de supporters et je leur en suis très reconnaissant. Je suis impatient de vivre cette aventure » a conclu le gardien.



Foot/News

Mané est à Munich, l'officialisation de son transfert au Bayern approche

Sadio Mané a atterri à Munich ce mardi en toute fin de matinée. Le buteur sénégalais de Liverpool doit passer sa visite médicale, préalable à la signature d'un contrat qui devrait courir jusqu'en 2025 avec le Bayern.

Sky Sport Allemagne, Bild et The Athletic assuraient vendredi qu'un accord total avait été trouvé pour le transfert de Sadio Mané au Bayern Munich. L'un des gros feuilletons de ce mercato estival est en passe de trouver son épilogue, puisque l'attaquant sénégalais a été vu à Munich ce mardi.

La star offensive de Liverpool (30 ans), au club depuis six saisons, a atterri en Bavière pour passer sa visite médicale préalable à la signature de son contrat avec le géant allemand. Le Bayern aurait convaincu le club vice-champion d'Europe avec une offre d'environ 40 millions d'euros, bonus

compris, pour racheter la dernière année de contrat du buteur récent champion d'Afrique. Il devrait être présenté mercredi.

Il va prendre la suite de Lewandowski

La presse allemande assure que l'international sénégalais (89 sélections, 31 buts) va signer un contrat jusqu'en 2025 dans la journée. L'ancien Messin, passé par le RB Salzbourg et Southampton, aura été un grand artisan des titres de Liverpool en Premier League (2020) et en Ligue des champions (2019). Cette saison, il a inscrit 23 buts et délivré 5 passes décisives toutes compétitions confondues.

Principal rival au Ballon d'or 2022 de Karim Benzema, Mané a souhaité quitter Liverpool, qui a déjà trouvé son remplaçant en la personne de Darwin



Nunez. Dans ce jeu de chaises musicales, il devrait occuper la pointe du système bavarois peut-être laissée libre cet été par Robert Lewandowski, annoncé proche de rejoindre le Barça.

PSG : Ces entraîneurs qui font déjà rêver le Qatar pour l'après Galtier

Cela ne semble désormais plus être qu'une question de jours avant de voir le PSG nommer Christophe Galtier comme entraîneur à la place de Mauricio Pochettino. Le feuilleton va donc prendre fin chez les champions de France. Mais si l'actuel technicien de l'OGC Nice va débarquer, c'est aussi parce que le Qatar n'a pas pu réaliser ses rêves, désirent plutôt d'autres entraîneurs. Cela n'a donc pas été possible maintenant, mais d'ici quelques mois, le PSG pourrait bien revenir à la charge...

La saison prochaine, c'est donc Christophe Galtier qui devrait être sur le banc du PSG. Luis Campos va ainsi avoir gain de cause, lui qui poussait pour faire venir l'entraîneur de l'OGC Nice, qu'il connaît très bien. Toutefois, récemment, Romain Molina expliquait que le choix de l'entraîneur du PSG cet été serait un choix par défaut. La raison ? Les désirs du Qatar ne peuvent actuellement pas être réalisés. Galtier a donc été choisi, mais à l'avenir, ces rêves devraient redevenir d'actualité du côté de Doha.

Et pour cet été, la priorité du Qatar était claire : faire de Zinedine Zidane l'entraîneur du PSG. Alors que ce feuilleton a fait énormément parler, le10sport.com vous avait révélé que l'ancien du Real Madrid n'allait pas venir. Cela est aujourd'hui confirmé, mais entre le PSG et Zizou, cela pourrait ne pas être terminé. En effet, alors que Zidane rêve lui actuellement de prendre les commandes de l'équipe de France, RMC a dévoilé que le rêve du Qatar ne fermait pas la porte pour une arrivée à l'avenir. Rendez-vous donc dans quelques saisons pour voir Zinedine Zidane sur le banc du PSG ?

Xavi

Xavi était lui aussi l'un des grands objectifs du Qatar. le10sport.com vous avait d'ailleurs dévoilé cet intérêt il y a plusieurs mois de cela. Les têtes pensantes parisiennes l'avaient d'ailleurs juste sous les yeux quand l'Espagnol officiait sur le banc d'Al Sadd. Finalement, c'est le FC Barcelone qui a dégainé plus vite pour faire revenir son ancienne légende. Un coup dur pour l'Emir du Qatar qui aurait bien aimé voir Xavi sur le banc du PSG. Mais là encore, cela pourrait ne pas être totalement terminé. En effet, des sources au Qatar ont expliqué à Romain Molina que l'entraîneur de 42 ans sera un jour sur le banc du Parc des Princes. Reste à savoir quand...

Pep Guardiola

Ces dernières années, le nom de Pep Guardiola est également souvent revenu du côté du PSG. Lui aussi faisait saliver le Qatar pour devenir l'entraîneur du club de la capitale. Malheureusement, cela n'a jamais pu se faire jusqu'à présent alors que l'ancien du FC Barcelone est bien installé à Manchester City. Mais à l'avenir, la tendance pourrait bien être différente. Actuellement, Guardiola est sous contrat jusqu'en 2023 avec les Citizens. Le PSG pourrait-il alors revenir à la charge l'été prochain ? Affaire à suivre...

Jürgen Klopp

Rival de Pep Guardiola en Premier League, Jürgen



Klopp serait lui aussi très apprécié par les dirigeants du PSG. Comme a pu l'expliquer Romain Molina, l'entraîneur de Liverpool était l'un des rêves pour succéder à Mauricio Pochettino. Un rêve toutefois impossible étant donné que l'Allemand ne bougera pas des Reds pour le moment. Klopp vient en effet de récemment prolonger jusqu'en 2026 avec Liverpool. Pour le voir un jour sur le banc du PSG, il faudra donc se montrer patient...

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that **COMPUSPEED LTD Represented by Mr Samseruddeen Ameeruddeen** will apply to the Municipal Council of **Port Louis** for a Building and Land Use Permit for a proposed **construction of a commercial building at ground floor for ICT/Related Activities, first floor for Office use and Residential use at second floor at 29 Jawaharlal Nehru Street, Port Louis.**

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 22/06/2022

Foot/News

Tottenham devra payer 50 millions de livres sterling pour la star d'Everton Richarlison

Everton buteur Richarlison a été fortement lié à un déménagement de Goodison Park cet été.

Le joueur de 25 ans a aidé Everton à battre la bataille de relégation la saison dernière et il veut maintenant se tester à un niveau supérieur.

Le Brésilien aime jouer au football en Ligue des champions et il a été lié à un déménagement vers Tottenham Hotspur cet été.

Antonio Conte a aidé les Londoniens à se classer parmi les quatre premiers vers la fin de la saison dernière et les Spurs devront renforcer leur équipe pour bien performer dans les compétitions européennes l'année prochaine.

Les Londoniens sont trop dépendants de Harry Kane et Son Heung-Min et donc faire venir un autre attaquant devrait être une priorité absolue pour eux.

Richarlison ajoutera des buts et de la créativité dans le dernier tiers. De plus, le Brésilien est un joueur assidu qui aidera également défensivement.

Le joueur d'Everton, âgé de 25 ans, peut opérer n'im-



porte où sur les trois premiers et sa polyvalence sera un bonus supplémentaire pour Antonio Conte.

De plus, le Brésilien est bien installé dans le Premier League et il devrait être en mesure d'avoir un impact immédiat sur son déménagement à Tottenham.

Un rapport de la Télégraphie affirme qu'Everton exige des frais d'environ 50 millions de livres sterling pour l'international brésilien et il reste à voir si les Spurs sont prêts à payer ce genre d'argent pour ses services. Apparemment, les Spurs pourraient chercher à offrir quelques joueurs en échange afin de faire baisser le prix demandé.

Le président de Tottenham, Daniel Levy, a la réputation d'être prudent en matière de transferts.

Cela dit, Chelsea, Manchester City et Liverpool sont bien en avance sur Tottenham en termes de qualité en ce moment et les Londoniens doivent être prêts à dépenser beaucoup s'ils veulent concourir pour le titre de Premier League et le trophée de la Ligue des champions à venir. saisons.

Raphinha devrait finalement rejoindre Arsenal !

L'Inter veut profiter à fond de la saison de Gabigol (23 ans) à Flamengo. Prête cette saison par le club italien à son homologue brésilien, le joueur souhaite rester chez le récent vainqueur de la Copa Libertadores, avec qui il s'est mis d'accord sur les termes d'un contrat jusqu'en 2024 (autour de 3,5 M€ de salaire par saison).

Problème, alors qu'un accord se profilait vers un transfert situé entre 16 et 18 M€ comme indiquait la presse brésilienne ces derniers jours, nous sommes en mesure d'affirmer que les Nerazzurri réclament désormais 25 M€ pour lâcher celui qui a inscrit la bagatelle de 25 buts en 29 matches de championnat. Les négociations sont donc beaucoup plus difficiles que prévu.



Annoncé proche de Barcelone depuis plusieurs semaines, le brésilien Raphinha pourrait finalement rester en Angleterre et filer à Londres. Arsenal est maintenant en pôle pour le récupérer, lui qui a annoncé vouloir partir de Leeds cet été.

Les Peacocks se sont maintenus de justesse en Premier League, et Raphinha en a été un grand artisan. Il a inscrit 11 buts et délivré trois passes décisives cette saison, et ses performances ont attirés l'oeil de grands clubs européens. Barcelone a longtemps été la priorité du joueur pour remplacer Ousmane Dembele au poste d'ailier droit, mais cela pourrait très rapidement changer. Leeds souhaiterait se séparer de sa star pour un montant de 55M€, mais les Blaugranas ne semblent pas prêt pour déboursier cette somme, dû aux problèmes économiques du club.

Le club anglais n'a aucune nouvelle du Barca, qui semble avoir disparu sur ce dossier. Arsenal va donc en profiter pour faire une offre à Leeds, qui pourrait monter jusqu'à 50M€. Raphinha pourrait se laisser convaincre de rejoindre les Gunners, le joueur ne souhaitant plus attendre le Barca selon GOAL. Chelsea et Tottenham ont aussi coché le nom du joueur pour ce mercato, mais Arsenal a rapidement pris de l'avance sur ses concurrents.

Arsenal «craint» que Man Utd ne signe Lisandro Martinez après avoir abandonné Jurrien Timber

ARSENAL pourrait faire face à une dure bataille de transfert avec Erik ten Hag et Manchester United cet été.

Arsenal craint que Manchester United ne contrecarre son intérêt pour le défenseur central de l'Ajx Lisandro Martinez en le réunissant avec Erik ten Hag cet été. United s'est concentré sur Martinez après avoir raté son coéquipier Jurrien Timber en raison de réserves sur le temps de jeu avant la Coupe du monde 2022.

L'entraîneur des Pays-Bas et ancien patron des Red Devils, Louis van Gaal, a averti Timber de ses espoirs en Coupe du monde s'il sacrifiait les minutes garanties pour un grand déménagement à Old Trafford cet été. Et le joueur de 21 ans a décidé de suivre ses conseils et d'éviter de prendre le risque à ce stade de sa carrière, privant Ten Hag de sa cible défensive prioritaire.

Mais il veut aussi amener Martinez en Premier League avec lui comme alternative, et l'intérêt du Néerlandais pourrait être fatal aux projets estivaux de Mikel Arteta, rapporte le Mirror. Le joueur de 24 ans, qui peut également jouer en tant qu'arrière gauche et milieu de terrain défensif, a réguliè-



ment joué sous Ten Hag pendant trois saisons à l'Ajx.

Arsenal a vu une offre de 25 millions de livres sterling rejetée la semaine dernière et est maintenant quelque peu résigné à perdre la princi-

pale cible défensive d'Arteta au profit de ses quatre principaux rivaux. United sera confiant d'attirer Martinez à M16 aux côtés des ajouts potentiels au milieu de terrain de Frenkie de Jong et Christian Eriksen.

Emmanuel Dennis va signer à West Ham United

Emmanuel Dennis constitue un bel atout offensif qui attire les écuries en Europe.

L'international nigérian devrait quitter Watford, officiellement relégué.

C'est une information exclusive de The Mirror. Le site web d'information britannique révèle que West Ham prévoit une offre de 20 millions de livres sterling pour l'attaquant de 24 ans, qui a rejoint l'Angleterre pour seulement 3 millions de livres sterling en provenance du club belge de Bruges l'été dernier.

Évalué entre 20 et 30 millions de livres sterling, Dennis intéresse David Moyes. Le manager des Hammers souhaite renforcer ses options, après avoir échoué aux portes de la finale de la Ligue Europa cette saison. Le joueur qui a marqué 10 buts cette saison, a encore 4 ans dans son contrat à honorer chez les Hornets au Vicarage Road.

